Des chemins périlleux. Le voyage des conventionnels des colonies vers Paris (1793-1794)

*Dangerous routes. The voyage of the conventionnels of the colonies to Paris
(1793-1794)*

Matthieu Carlot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13492>
DOI : 10.4000/ahrf.13492
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015
Pagination : 3-23
ISBN : 9782200929718
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Matthieu Carlot, « Des chemins périlleux. Le voyage des conventionnels des colonies vers Paris (1793-1794) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 380 | juin 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13492> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13492>

ARTICLES

DES CHEMINS PÉRILLEUX. LE VOYAGE DES CONVENTIONNELS DES COLONIES VERS PARIS (1793-1794)

Matthieu CARLOT

Les députés des colonies forment un groupe de dix-sept individus au sein de la Convention. Au regard des parcours de leurs homologues métropolitains, ceux de ces hommes présentent de nombreuses particularités. Pour certains d'entre eux, le voyage pour se rendre à la Convention constitue l'une des singularités les plus notables de l'histoire de la représentation coloniale. Dans un contexte de guerre maritime contre l'Angleterre et les puissances coalisées, les Antilles et les Mascareignes sont le théâtre de multiples affrontements où l'action des contre-révolutionnaires a un impact déterminant sur la destinée de ces députés.

Des remarquables périple endurés par les élus de l'Île-de-France et de Saint-Domingue aux divers obstacles rencontrés par les députés démissionnaires et les suppléants, le voyage des députés apparaît définitivement comme une étape cruciale dans le parcours de ces députés. Celle-ci rappelle, une fois de plus, les risques liés aux fonctions de représentant du peuple.

Mots-clés : colonies, représentant du peuple, voyage, Angleterre, contre-Révolution.

Saint-Domingue, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, l'Île-de-France et l'Île de La Réunion (ci-devant Île Bourbon) sont les six colonies représentées à Paris à partir de 1793. Dix-sept élus composent la représentation de l'outre-mer ayant siégé à la Convention nationale. Cet effectif n'est cependant pas celui initialement fixé par le décret du 22 août 1792, qui établit le nombre de députés et suppléants pour les différentes colonies françaises. Théoriquement et d'après ce décret, la partie française

de Saint-Domingue devait désigner dix-huit députés à l'Assemblée, ces derniers étant répartis entre les trois provinces du nord, de l'ouest et du sud de la colonie. La Guadeloupe devait nommer quatre députés, la Martinique trois, et la Guyane un seul. L'Île Bourbon et l'Île-de-France se voyaient attribuer deux députés chacune. Soit un total de trente représentants¹. Si, en 1793, ces hommes sont moins nombreux que prévu avec une perte estimée à près de la moitié des élus, c'est notamment en raison d'une étape on ne peut plus décisive de leurs parcours, laquelle consistait à prendre la mer pour se rendre auprès de leurs collègues de la métropole.

Cet article souhaite revenir sur les épisodes correspondant au voyage de certains députés des colonies en proposant une lecture complémentaire aux travaux déjà existants sur le sujet. En effet, bien que le thème particulier du voyage des députés des colonies soit neuf, celui des vicissitudes et des obstacles rencontrés par les députations d'outre-mer a déjà fait l'objet de recherches antérieures². Néanmoins, cette thématique a souvent été traitée dans le cadre de problématiques bien plus générales laissant, de ce fait, certaines interrogations plus précises en suspens. Il s'agit ici de comprendre précisément dans quelles circonstances ces voyages se sont déroulés, sachant que le contexte qui suit l'élection des représentants en outre-mer est à la fois complexe et singulier, selon que l'on se trouve aux Antilles ou aux Mascareignes. Outre la guerre, officiellement déclarée contre l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne dans les premiers mois de 1793, rappelons que la question de l'esclavage et de son éventuelle abolition est un sujet politique extrêmement tendu et source de débats tant dans les colonies qu'à Paris. Or l'affrontement – parfois physique – entre pro-abolitionnistes et pro-esclavagistes a des impacts directs et néfastes sur le voyage des députés des colonies en route vers la représentation nationale,

(1) *Archives parlementaires (AP)*, Tome XLVIII, p. 621, Décret qui fixe le nombre des députés à nommer par les colonies pour la Convention nationale, des 22-23 août 1792. Le décret prévoyait également des représentants pour les autres possessions de l'Empire colonial : un pour Sainte-Lucie, un pour Tobago ainsi que deux élus pour les établissements français de l'Inde ainsi mentionnés « Pondichéry, Chandernagor, Mahé & autres ».

(2) Entre autres, nous pouvons retenir les travaux suivants : Florence GAUTHIER, « Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage », dans Marcel DORIGNY (dir.), *Les abolitions de l'esclavage : de L. F. Sonthonax à V. Schoelcher : 1793-1794-1848. Actes du colloque international tenu à l'université de Paris VIII les 3, 4 et 5 février 1994*, Paris, Unesco, 1995, p. 199-212 ; *idem*, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen, 1789-1795-1802*, Paris, Syllepse, 2014 ; Claude WANQUET, *Les premiers députés de la Réunion à l'Assemblée nationale : quatre insulaires en Révolution (1790-1798)*, Paris, Karthala, 1992 ; *id.*, « Un jacobin esclavagiste, Benoît Gouly », *AHRF*, n° 293-294, 1993, p. 445-468 ; *id.*, *La France et la première abolition de l'esclavage 1794-1802. Le cas des colonies orientales, Ile de France (Maurice) et La Réunion*, Paris, Karthala, 1998.

impliquant l'action collective des colons émigrés et du lobby esclavagiste, de part et d'autre de l'Atlantique.

Dans un premier temps, à travers les récits des périples vécus par certains élus des colonies, seront abordées les diverses motivations se situant au cœur des manœuvres politiques menées par les adversaires des représentants. Dans un second temps, afin de comprendre comment la représentation coloniale se trouve réduite à un peu plus de la moitié de son effectif initial en 1793, une synthèse sera proposée. Celle-ci abordera également la question des procédés par lesquels les députations coloniales affectées par l'absence d'un de leurs membres ont pu remédier à cette réduction de leur effectif.

Les périples des députés de l'Île-de-France et de Saint-Domingue

Une fois les élections des conventionnels des colonies effectuées, entre le 28 octobre 1792 et le 6 octobre 1793, on observe deux cas de figure. D'un côté, il y a ceux qui sont déjà en métropole au moment de leur élection³ et de l'autre, les députés présents dans les colonies au moment où se déroulent les procédures électorales. Par conséquent, une fois celles-ci terminées, ces derniers doivent se rendre en métropole et n'ont d'autre moyen que de prendre le chemin de la mer. Deux députations ont notamment laissé des témoignages poignants de leurs périples : il s'agit de députés venus pour les uns des Antilles et pour les autres des Mascareignes.

Commençons par les élus de l'Île-de-France, Benoît Gouly et Jean-Jacques Serres, deux grands propriétaires de la colonie⁴. Les élections clôturées le 15 février 1793, ces derniers se préparent rapidement pour le trajet vers la métropole. Une « corvette de l'État » arrive dans la colonie au mois de janvier avec les nouvelles concernant la mise en place de la République et le décret du 22 août organisant les élections des députés. Cette même corvette doit aussi transporter les représentants élus à Paris. Cependant, « l'élection a traîné en longueur, et trois scrutins ayant eu lieu, les députés n'ont pu partir avec la corvette de l'état ; mais incontinent après leur élection ils se sont embarqués sur le premier navire faisant voile pour

(3) Tels André Pomme, élu de la Guyane, Jean-Augustin Crassous de Médeuil de la Martinique et Élie-Louis Dupuch de la Guadeloupe.

(4) AN, C 353, Déclaration de fortune de Jean-Jacques Serres à la Convention nationale, le 8 vendémiaire an IV (30 septembre 1795) ; Déclaration de fortune de Marie-Benoît-Louis Gouly à la Convention nationale, le 20 vendémiaire an IV (12 octobre 1795).

l'Europe »⁵. Le 12 mars 1793, Gouly et Serres embarquent sur le vaisseau *La Pauline* de Bordeaux⁶ pour un voyage à risques.

De ce trajet qui a été tout sauf agréable, les déclarations de fortune des deux conventionnels en témoignent, non sans une certaine amertume. Et pour cause, les députés y ont laissé une valeur estimable de leurs biens. Les propos de Jean-Jacques Serres sont brefs, mais explicites à ce sujet : « [...] j'emportai avec moi 20 000 livres savoir 18 000 en lettres de change par le trésor de la République et 2000 que je perdis lorsque je fus fait prisonnier par les anglais »⁷. De son côté, Gouly est un peu plus exhaustif. Il affirme avoir emmené avec lui son fils et un domestique, cependant « ayant été pris par les anglais à la hauteur des açores en se rendant à son poste, il ne lui est rien resté des marchandises qu'il avoit emportées »⁸, soit 30 200 livres qui devaient être revendues 150 000 livres, une fois qu'ils seraient arrivés en France⁹. Les députés ont donc été véritablement dépouillés de leurs biens, victimes d'un cas exemplaire d'arraisonnage par les Britanniques. Car bien avant d'évoquer la prise de *La Pauline* et leur arrestation dans les déclarations de vendémiaire an IV, les députés de l'Île-de-France avaient inlassablement réclamé leur liberté à la Convention nationale au moment même des faits.

Trois lettres, signées par les conventionnels, témoignent longuement de leur périple depuis leur départ de la colonie le 12 mars. La première est une adresse à la Convention, datée du 7 juillet 1793. Alors qu'ils sont en rade à Portsmouth, à bord de *La Pauline*, les représentants du peuple écrivent à l'Assemblée et demandent leur libération protestant qu'ils ne peuvent être considérés comme prisonniers de guerre. Dix jours plus tard, toujours en Angleterre, Gouly et Serres envoient une nouvelle adresse dans laquelle ils réclament, une fois encore, la fin de leur détention. Enfin, dans une troisième lettre envoyée depuis La Rochelle, le 17 novembre, les représentants font connaître leur libération à la Convention et leur arrivée prochaine au sein de la représentation nationale. Grâce à ces documents, il est possible de reconstituer les étapes de l'arrestation des députés d'outre-mer. Ils sont, par ailleurs, une source précieuse d'informations, d'une part

(5) *Ibidem*, DXXV, 130, dossier 1018, Lettre des députés de l'Île-de-France à la Convention nationale, en rade à Portsmouth, à bord de *La Pauline*, le 7 juillet 1793.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*, C 353, Déclaration de fortune de Jean-Jacques Serres à la Convention nationale, le 8 vendémiaire an IV (30 septembre 1795).

(8) *Ibid.*, Déclaration de fortune de Marie-Benoît-Louis Gouly à la Convention nationale, le 20 vendémiaire an IV (12 octobre 1795).

(9) Mⁱⁿ G^{al} Donat BOLLET, « Benoît Gouly », (dir.), *Les conventionnels de l'Ain*, ASSOCIATION RECHERCHES ET ÉTUDES GÉNÉALOGIQUES DE L'AIN (dir.), Bourg-en-Bresse, Regain, 1989, p. 79.

pour essayer de comprendre les mobiles de cette arrestation et, d'autre part pour tout ce qui concerne l'état d'esprit des insulaires détenus en captivité.

La méconnaissance de l'état de guerre a inévitablement joué en faveur du traumatisme, sinon vécu par les députés eux-mêmes, à tout le moins ressenti à la lecture des lettres de Gouly et Serres. Il faut dire que lorsqu'ils prennent la mer le 12 mars 1793, les représentants du peuple n'ont plus de nouvelles de ce qui se passe en métropole depuis le mois d'octobre 1792¹⁰. Tout juste apprennent-ils en janvier 1793 la chute de la royauté, la proclamation de la République et l'élection des représentants pour la nouvelle Assemblée¹¹. La première partie du voyage pouvait laisser penser que *La Pauline* et son équipage allaient arriver à bon port, sans problème. Le bâtiment français est effectivement pris par la frégate anglaise *Le Phoenix*, non pas dans l'océan Indien, mais à la hauteur des Açores. Aussi, la prise a-t-elle lieu le 7 juin 1793, après deux mois de navigation écoulés sans encombre. Le 30 juin, les représentants de l'Île-de-France ne peuvent que s'incliner devant le fait accompli : ces derniers ainsi que les autres passagers du bâtiment français sont conduits à Portsmouth. C'est là toute la description que feront les concernés de la prise. Outre les pertes matérielles, les représentants ne font aucun récit du déroulement même de la prise par les Anglais. Nous ne savons donc pas dans quelles conditions ces derniers ont opéré. Néanmoins, d'autres aspects liés à leur captivité sont mis en avant.

La détention en Angleterre allait durer quatre mois, lesquels s'ajoutent aux quatre mois précédemment passés en mer. Il va s'en dire que l'attente est longue pour ces hommes, finalement fatigués et résignés¹². Afin d'appuyer leur demande de libération auprès de la Convention, les députés rappellent leur statut de représentants du peuple et joignent à la lettre les procès-verbaux d'élection du directoire de l'Île-de-France, protestant qu'ils ne peuvent être considérés comme prisonniers de guerre. Quelques mois plus tard, au terme d'une longue période de détention, les représentants de la colonie finissent par obtenir gain de cause : libérés, ils débarquent à La Rochelle le 16 septembre 1793¹³. C'est après de « grands débats avec

(10) AN, DXXV, 130, dossier 1018, Lettre des députés de l'Île-de-France à la Convention nationale, Portsmouth, le 17 juillet 1793.

(11) *Ibidem*.

(12) *Ibid*. Plusieurs passages de la lettre attestent le défaitisme des élus : « [...] nous nous flattons que vous ne vous refuserez pas de prendre en grande considération nos demandes et nos observations ; surtout que nous sommes prisonniers en grande rade depuis huit jours, ce qui est fort dur après quatre mois de mer sans relâche. Nous attendons le résultat de la présente avec résignation. »

(13) Mⁱⁿ G^{al} Donat BOLLET, « Benoît Gouly »... art. cit., p. 80.

le ministère anglais »¹⁴ que les députés ont obtenu leur libération et en ont profité pour monter à bord du premier vaisseau neutre faisant voile pour la métropole. Les élus se retrouvent sur *La Minerve*, navire américain qui, faisant cap sur Bordeaux, est obligé de s'arrêter près des îles situées non loin de la Rochelle, à la suite de mauvaises conditions climatiques. Totalement démunis, ils doivent s'endetter pour s'équiper et assurer leur voyage vers la capitale, où ils arrivent dans la nuit du 2 au 3 octobre¹⁵. Deux jours après leur arrivée, le 14 vendémiaire an II (5 octobre 1793), Benoît Gouly et Jean-Jacques Serres sont admis au sein de la Convention nationale¹⁶.

À bien des égards, le témoignage de Gouly et de Serres est évocateur de l'intensité du rythme des événements qui se déroulent pendant la décennie révolutionnaire. Il est aussi un moyen de prendre conscience de la fragilité d'une députation coloniale dont l'effectif aurait pu être tout autre que celui que nous connaissons aujourd'hui. Les aventures de leurs collègues de Saint-Domingue viennent encore confirmer ces premières constatations sur le voyage des élus à destination de la représentation nationale.

Le 23 septembre 1793, environ sept mois après l'élection des députés de l'Île-de-France, six députés et trois suppléants sont élus par les électeurs de la province du nord de Saint-Domingue¹⁷. Contrairement à leurs collègues des Mascareignes, les élus de la colonie sont parfaitement conscients des risques encourus lorsqu'ils prennent la mer entre la fin du mois de septembre et le début du mois d'octobre 1793¹⁸. Une fois élus, Jean-Baptiste Belley, un noir, Jean-Baptiste Mills, un mulâtre, et Louis-Pierre Dufay, un blanc, drapeau vivant de l'égalité de l'épiderme¹⁹, sont conscients des risques qu'ils encourent du fait de l'importance de leur

(14) AN, DXXV, 130, dossier 1018, Lettre des députés de l'Île-de-France à la Convention nationale, à la Rochelle, le 17 novembre 1793.

(15) M^m G^{al} Donat BOLLET, « Benoît Gouly »... art. cit., p. 80.

(16) AP, Séance du 14 vendémiaire an II (5 octobre 1793), tome LXXVI, p. 123.

(17) Sont élus Jean-Baptiste Belley, Louis-Pierre Dufay, Joseph Boisson, Pierre Garnot, Jean-Baptiste Mills, Réchin et trois suppléants.

(18) Le 23 septembre 1793, l'assemblée électorale de Saint-Domingue se tient moins d'un mois, jour pour jour, après la proclamation de la liberté générale dans la province du nord par la commissaire civil Léger-Félicité Sonthonax, le 29 août 1793. En raison des difficultés occasionnées par la guerre et des désaccords sur la question de l'abolition de l'esclavage, les provinces de l'ouest et du sud ne parviennent pas à organiser des élections. Ainsi, à Saint-Domingue, les représentants sont élus dans la partie du nord avec un vœu explicite en faveur de l'abolition de l'esclavage. Notons au demeurant qu'après la tenue de leur élection les députés de Saint-Domingue étaient encore convaincus que leurs collègues des autres provinces de la colonie n'allaient pas tarder à les rejoindre.

(19) Florence GAUTHIER, « Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage »... art. cit., p. 204.

mission : informer la Convention nationale de l'abolition du 29 août et en obtenir la légalisation²⁰. De plus, alors même que la colonie est au cœur de multiples tourmentes causées, entre autres, par le soulèvement des esclaves d'août 1791, mais aussi et surtout par la tentative contre-révolutionnaire manquée de Galbaud au Cap en juin 1793, les habitants de Saint-Domingue sont inévitablement informés de la guerre récemment déclarée contre l'Angleterre et les puissances coalisées. Rappelons d'ailleurs que l'échec de cette insurrection avait conduit les colons venus prêter main-forte à Galbaud à fuir la colonie. Tous ces individus émigrent alors dans les îles anglaises avoisinantes ou en Amérique, notamment à Philadelphie, ville refuge pour un certain nombre d'aristocrates suspectés de préparer une contre-révolution²¹.

Deux imprimés rendent compte des mésaventures subies par les députés de Saint-Domingue durant leur voyage²². La première lettre est signée par cinq membres de la députation : Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson. La seconde est une lettre personnelle de Belley adressée à la Convention nationale. Toutes deux datent du 14 décembre 1793 et répondent à une motivation précise : faire la lumière sur les attaques dont ils ont été victimes au cours de leur voyage²³. L'analyse des lettres montre que leur périple peut être divisé en trois étapes. Il s'agit tout d'abord de la prise de conscience, par les représentants, du complot qui se prépare à leur rencontre. L'arrivée à Philadelphie et les attaques diverses subies par les élus constituent un second temps du trajet. Vient enfin le moment où ils sont libérés afin de poursuivre le voyage jusqu'en métropole.

(20) Marcel DORIGNY et Bernard GAINOT, « La Révolution et la "question coloniale" (1789-1804) », dans Michel BIAUD (dir.), *La Révolution française. Une histoire toujours vivante*, Paris, Tallandier, 2010, p. 277.

(21) AN, D XXV, 118, Liste des habitants de Saint-Domingue qui conspirent contre la République française dans les États-Unis d'Amérique ; Liste des aristocrates qui se trouvent à Philadelphie & qui désirent la Contre-Révolution, le 18 frimaire an II (8 décembre 1793) ; Françoise Marie BOTTU, *La liberté générale ou les colons à Paris (Pièce de théâtre présentée, annotée et commentée par Jean-Charles Benzaken)*, Paris, SPM, 2010, p. 203 : « Les États-Unis étaient par leur neutralité bienveillante envers la France et leur proximité géographique avec Saint-Domingue – nous nous bornons à ce cas – le lieu d'attente et de refuge privilégié pour les colons terrorisés et ruinés par les insurrections des hommes de Couleur ou des Noirs, ou déportés par les commissaires civils. »

(22) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York par les députés de Saint-Domingue à leurs commettants*, Paris, Imprimerie nationale, 14 décembre 1793 ; *Lettre de Belley, député à la Convention nationale, à ses frères*, Paris, Imprimerie nationale, 14 décembre 1793.

(23) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York...op. cit.*, p. 1.

Dans un premier temps, les sources permettent de comprendre que les députés, une fois montés à bord du bâtiment, prennent peu à peu conscience du complot destiné à les arrêter en chemin. Ils savent que leur navire ne suit pas un trajet direct vers le continent européen. Initialement, il est prévu que Planche, le capitaine travaillant pour le compte de la République, se charge du transport de « 160 malades à Philadelphie »²⁴. Mais, les représentants notent qu'il avait également « pris à son bord, sans autorisation, un grand nombre de passagers émigrés du Cap ; c'était en général les gens les plus corrompus, les plus mauvais sujets, *la lie du Cap* »²⁵. Très vite, les élus se rendent compte que ces individus et le capitaine participent à une même mise en scène ayant pour objectif de les atteindre²⁶.

Bien qu'en cette fin de XVIII^e siècle, les États-Unis restent le lieu de passage le plus sûr pour aller en France²⁷, pour la nouvelle députation de Saint-Domingue, la journée du mercredi 6 novembre 1793 n'allait pas confirmer cette réalité. À cette date en effet, le bâtiment *Les Citoyens-de-Marseille* arrive près de Philadelphie. Sur ce navire se trouvent Belley, Dufay, Mills et Boisson. Seuls les citoyens Garnot et Laforest l'aîné ont fait voyage à part, sur un autre navire²⁸, également en direction des côtes américaines²⁹. Là, avant même de pouvoir toucher le sol américain, l'ensemble de la députation est prise à partie par un navire ennemi. Des matelots et des volontaires d'un corsaire français – dont l'équipage est en majorité constitué d'émigrés français – montent à bord : « ils se concertèrent tous ensemble, puis se mirent à tenir dans la chambre les propos les plus insultants contre la députation, contre la France, & toutes les autorités constituées par elle »³⁰. Dès lors, un sort particulier attend chaque représentant de Saint-Domingue. Pierre-Nicolas Garnot, alors sur un autre navire, est le premier à se faire insulter et maltraiter³¹. D'après ce qu'il déclare dans sa déclaration de fortune, des attaques anglaises auraient accompagné celle des contre-révolutionnaires

(24) *Ibid.*

(25) *Ibid.*

(26) *Ibid.*

(27) Françoise Marie BOTTU, *La liberté générale ou les colons à Paris (...)*, *op. cit.*, p. 203.

(28) Érick NOEL, « Belley et Mentor, députés noirs de la Révolution », *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, tome 134, 1999, p. 214.

(29) Les députés Réchin, Richebourg et Chavannes ne sont pas concernés par les événements : Réchin démissionne le 11 vendémiaire an II (2 octobre 1793). Quant à Richebourg et Chavannes, ils n'ont pas siégé pour des raisons qui nous sont inconnues.

(30) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York...* *op. cit.*, p. 5.

(31) *Ibidem.*

français : « J'ai été dans ma traversée de Saint-Domingue à la Nouvelle Angleterre dépouillé par les corsaires anglais de plus de 50 milles livres en argent et effets »³². Plus chanceux que Garnot, Louis-Pierre Dufay parvient à s'échapper à temps. Le vendredi 8 novembre, le député se jette dans une chaloupe et part, tant bien que mal, chercher de l'aide auprès de la maison du ministre de France afin de l'informer des faits dont la députation domingoise est victime. Pendant ce temps, à bord du navire *Les Citoyens-de-Marseille*, les violences physiques se poursuivent, mais cette fois contre Jean-Baptiste Belley et Joseph-Georges Boisson. Ces derniers sont maltraités et battus. Dans le même temps, les matelots et les volontaires en profitent pour piller les chambres dans lesquelles logeaient les représentants. Ceux-ci sont littéralement dépouillés de leurs biens³³. Comme Garnot, Belley se fait voler son argent, ses papiers et tous les effets qui se trouvaient dans sa chambre. Les biens de Dufay connaissent le même sort³⁴. Le 9 novembre 1793, le chargé d'affaires pour le consul, informé de la situation par l'intermédiaire de Dufay, intervient et ordonne la libération des représentants domingois. Belley, Dufay, Garnot et Mills sont ainsi relâchés. Seul Joseph-Georges Boisson est mis en captivité par les forcenés³⁵. Des recherches sont coordonnées afin de le retrouver. Enfin, en ce qui concerne Laforest l'aîné, il semble qu'il soit le seul élu à avoir connu un voyage paisible³⁶.

De Philadelphie, ils doivent se mettre à l'abri au plus vite. Sous les ordres du citoyen Beurnonville, le remplaçant du ministre de la ville, tous partent pour New York. Le voyage ne connaît aucun incident et, une fois arrivés à destination, les représentants rapportent qu'ils ont eu toute la protection nécessaire³⁷. La suite des événements a déjà fait l'objet de

(32) AN, C 353, Déclaration de fortune de Pierre-Nicolas Garnot à la Convention nationale, le 8 vendémiaire an IV (30 septembre 1795).

(33) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York...* op. cit., p. 7.

(34) AN, C 353, Déclaration de fortune de Louis-Pierre Dufay à la Convention nationale, en vendémiaire an IV : « [...] à mon passage aux États-Unis d'Amérique, j'ai été poursuivi, maltraité, volé, entièrement dépouillé par des brigands émigrés français. »

(35) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York...* op. cit., p. 8-9.

(36) Les lettres du 14 décembre 1793 n'évoquent, à aucun moment, la présence du député suppléant à bord du navire *Les Citoyens-de-Marseille*. Aussi, ce dernier a-t-il certainement été épargné par les mésaventures de ses collègues.

(37) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York...* op. cit., p. 8-9 ; « Lettre d'Adet, ministre plénipotentiaire de la République française près les États-Unis à la Légation de Philadelphie, datée du 24 germinal an IV de la République française une et indivisible,

développements antérieurs : arrivés à New-York, ils tiennent informés leurs commettants des menaces et manœuvres des colons réfugiés aux États-Unis, insistant sur les précautions à prendre pour l'envoi de la suite de la députation en France³⁸. Ainsi, comme l'indique Louis-Pierre Dufay dans la lettre, tous ne quittent pas New York en même temps le 14 décembre 1793. La députation est scindée en deux groupes afin que « si les uns sont pris, au moins les autres puissent arriver »³⁹. Finalement, Dufay, Belley, Mills, Garnot, Boisson et Laforest l'aîné parviendront tous, sains et saufs, au bout de ce nouveau voyage à destination de la métropole. Du fait des différentes dates de départ des élus, la députation domingoise est donc admise de manière échelonnée à la Convention. Le 15 pluviôse an II (3 février 1794), ce sont les députés Belley, Dufay et Mills qui siègent au sein de l'Assemblée. Cinq mois plus tard, le 16 messidor an II (4 juillet 1794), Boisson et Garnot sont admis à leur tour puis Laforest l'aîné bien plus tard, le 5 fructidor an III (22 août 1795).

La présence des Anglais semble constituer le dénominateur commun des expériences vécues par les deux députations. Si dans le premier cas, cette présence est formellement avérée, elle est moins évidente à justifier dans le second⁴⁰. Quoi qu'il en soit, pour les membres de la députation de Saint-Domingue, en décembre 1793, la connivence des Anglais avec les émigrés français ne fait aucun doute⁴¹. Cela étant dit, la seule menace anglaise ne peut suffire à expliquer les obstacles rencontrés par les députés. Pour le comprendre, il est nécessaire de s'arrêter plus longuement sur certains points qui figurent dans les sources présentées précédemment.

Dans le premier témoignage, Benoît Gouly et Jean-Jacques Serres sont victimes d'une prise réalisée par un navire du pavillon ennemi. Cette

au Ministre de la Marine et des Colonies [13 avril 1796] » et « Instructions données par le Ministre de la Marine et des Colonies au citoyen Adet ministre de la République aux États-Unis, vues et approuvées par le Directoire exécutif. Le 2 fructidor de l'an IV (19 août 1796) » dans Françoise Marie BOTTU, *La liberté générale ou les colons à Paris ... op. cit.*, p. 203-210 : grâce à ces documents reproduits *in extenso* par Mr Jean-Charles Benzaken, nous connaissons désormais les moyens spécifiques déployés afin de lutter contre les colons émigrés et les mesures employées dans la mise en place de la protection des défenseurs des idées révolutionnaires.

(38) Florence GAUTHIER, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen ... op. cit.*, p. 273.

(39) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York ... op. cit.*, p. 14.

(40) Le témoignage personnel de Pierre-Nicolas Garnot dans sa déclaration de fortune, attestant la présence de corsaires anglais, semble confirmer la thèse selon laquelle il y a bel et bien complicité des Anglais dans le piège tendu aux représentants français.

(41) BM Rouen, Mt Br 21337, Jean-Baptiste Belley, Jean-Baptiste Mills, Louis-Pierre Dufay, Pierre-Nicolas Garnot et Joseph-Georges Boisson, *Convention nationale. Lettre écrite de New-York... op. cit.*, p. 11.

prise s'inscrit, ni plus ni moins⁴², dans un ensemble de prises de guerre comme il est coutume d'en constater en temps de conflit maritime⁴³. Nous avons vu à quel point cet épisode a pu nuire à ces hommes tant sur le plan physique que moral. Bien sûr, leurs protestations de dévouement envers la République peuvent être interprétées comme une preuve d'attachement à leur future fonction de conventionnel. Mais elles peuvent aussi et surtout être comprises comme un appel d'urgence, habilement formulé par deux riches propriétaires, hostiles à toute idée d'abolition de l'esclavage et élus par une colonie dont l'Assemblée locale elle-même refuse l'abolition⁴⁴. Gouly et Serres ont été élus, entre autres, pour faire entendre les arguments de la colonie à la Convention. Or ce positionnement, dans une période où la question de l'abolition se pose véritablement compte tenu de la tournure des événements à Saint-Domingue⁴⁵, a certainement dû jouer en faveur de la libération des élus de l'Île-de-France, afin qu'ils puissent regagner la Convention nationale. En effet, la lettre des élus fait mention de négociations avec le gouvernement anglais sans plus de précision. Bien que nous n'ayons pas retrouvé des traces de ce dialogue avec la puissance maritime rivale, il est permis d'émettre certaines hypothèses en ce qui concerne les réseaux qui ont pu être mobilisés dans le cadre de leur libération et dans lesquels sont impliqués le « ministère anglais » et les représentants des colons esclavagistes⁴⁶. Et parmi les protagonistes qui auraient potentiellement pu jouer un rôle influent en France dans la libération des députés de l'Île-de-France, on peut citer les noms de Page et Brulley⁴⁷. Dans leur dessein de rallier une majorité de conventionnels à leur cause tout en condamnant l'action des commissaires civils abolitionnistes Polverel et Sonthonax,

(42) Il paraît improbable que les Anglais aient eu dans l'idée de mener l'arrestation des représentants du peuple opposés à l'abolition de l'esclavage dans la mesure où ils ont été eux-mêmes favorables au maintien du système esclavagiste dans les territoires français qu'ils ont pu occuper au cours de l'été 1793.

(43) Jacques DUCOIN, *Naufages, conditions de navigation et assurances dans la marine de commerce du XVIII^e siècle. Le cas de Nantes et de son commerce colonial avec les îles d'Amérique*, Paris, Librairie de l'Inde, 1993, tome 1, p. 83.

(44) Musleem JUMEER, *Les affranchis et les Indiens libres à l'Île-de-France au XVIII^e siècle (1721-1803)*, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle, sous la direction du professeur Jean TARRADE, Université de Poitiers, le 22 juin 1984, p. 179 ; Claude WANQUET, « Un jacobin esclavagiste, Benoît Gouly »... art. cit., p. 109-110.

(45) Marcel DORIGNY et Bernard GAINOT, « La Révolution et la "question coloniale" (1789-1804) »... art. cit., p. 275.

(46) Florence GAUTHIER, « La Contre-Révolution et l'abolition de l'esclavage » ... art. cit., p. 81.

(47) *Idem*, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen...*, op. cit., p. 267. Arrivés à Paris depuis juillet 1792, ces commissaires des colons de Saint-Domingue résolument hostiles à l'abolition ont réussi à se faire passer pour des « colons patriotes » aux yeux de plusieurs membres de la Convention.

Serres et Gouly apparaissent comme des appuis extrêmement importants qu'il aurait été dommageable de perdre. Ainsi, nous pensons qu'en vue d'obtenir la libération et l'appui de députés favorables au maintien de l'esclavage⁴⁸, il n'est pas impossible que Page et Brulley, par l'entremise de colons émigrés⁴⁹, soient entrés en contact avec le gouvernement anglais.

Les mêmes moyens ont dû être mobilisés par les colons émigrés, mais cette fois dans le cadre de l'arrestation des élus de Saint-Domingue. Les périls encourus par ces derniers ne sont pas de même nature que l'arrestation puis la libération de leurs homologues des Mascareignes. À Saint-Domingue, la nouvelle députation, devenue l'expression symbolique de l'union des couleurs, s'est donné pour objectif la consécration du décret de l'abolition de l'esclavage à l'Assemblée. Elle constitue donc une menace directe pour le Parti colonial actif à Paris⁵⁰. Pendant ce temps en effet, Page et Brulley ont notamment calomnié l'action des commissaires civils Polverel et Sonthonax et sont parvenus à obtenir leur arrestation le 16 juillet 1793, sous l'accusation de complicité avec la « faction Brissot »⁵¹. De la même manière, s'ils ne parviennent pas à bloquer les élus de la grande île en cours de route, ils réussissent à mettre en état d'arrestation la nouvelle députation de Saint-Domingue au moment de son arrivée à Paris le 30 janvier 1794⁵². Puis, comme nous le savons bien désormais grâce aux travaux d'Yves Benot ou de Jean-Daniel Piquet⁵³, les députés sont libérés le 3 février, ce qui leur permet d'entrer solennellement le 4 février 1794 (16 pluviôse an II). En ce jour, l'abolition est décrétée grâce à l'appui d'abolitionnistes résolus au sein de la Convention comme Danton, Levasseur et Grégoire, prêté au discours de Louis-Pierre Dufay.

(48) Page et Brulley peuvent aussi compter sur le soutien de certains élus des Petites Antilles, comme Coquille Dugommier, ou anciens élus maintenus car la Martinique est sous occupation anglaise, comme Janvier Littée, tous opposés à l'abolition de l'esclavage dans les colonies.

(49) Florence GAUTHIER, « La Contre-Révolution et l'abolition de l'esclavage »... art. cit., p. 82. L'auteur fait notamment référence au rôle de Malouet, émigré à Londres en 1792 et devenu le représentant des colons émigrés en jouant par ailleurs le rôle d'« agent de liaison entre les colons esclavagistes, la Contre-révolution des Princes et le gouvernement britannique ».

(50) *Idem*, « Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage »... art. cit., p. 204 : « Pour le lobby esclavagiste, puissamment organisé par les colons émigrés aux États-Unis, en Angleterre et en France même, la députation de Saint-Domingue ne devait pas arriver vivante. »

(51) Marcel DORIGNY et Bernard GAINOT, « La Révolution et la "question coloniale" (1789-1804) »... art. cit., p. 277.

(52) Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies (1789-1794)*, Paris, La Découverte, 2004 (1^{re} édition, 1997) ; *Idem*, *Les Lumières, l'esclavage, la colonisation*, Paris, La Découverte, 2005 ; *id.*, « Comment la Convention a-t-elle voté l'abolition de l'esclavage en l'an II ? », *AHRF*, n° 293-294, 1993, p. 13-25.

(53) Jean-Daniel PIQUET, *L'émancipation des Noirs dans la Révolution française (1789-1795)*, Paris, Karthala, 2002.

En dernière analyse, dans les mésaventures dont ont été victimes les élus de Saint-Domingue, il apparaît clairement que le lien entre les colons émigrés à Philadelphie – et aux États-Unis de manière générale –, les Anglais et les membres du lobby esclavagiste ne fait aucun doute. D'une part, tous concourent à maintenir l'esclavage dans les colonies. D'autre part, divers témoignages⁵⁴ prouvent que nombreux sont les colons émigrés à Philadelphie ou en Angleterre à voir dans le gouvernement britannique un allié temporaire, en vue de rétablir la situation existante avant la révolte des esclaves dans la grande île à sucre⁵⁵. En somme, face au réseau du lobby esclavagiste très bien organisé de part et d'autre de l'Atlantique, la députation de Saint-Domingue, en regagnant saine et sauve la Convention, parvient à réaliser un véritable tour de force. Cela s'opère le temps d'un voyage périlleux semblable à une course de vitesse et d'influence, gagnée de façon *in extremis* par les représentants du peuple.

Durant les premiers mois de février 1794, un élu de la partie du nord de Saint-Domingue, Réchin, ne sera pourtant pas là pour soutenir ses collègues à l'Assemblée. Comme ce dernier, plusieurs élus des colonies n'ont pas siégé à l'Assemblée. Après avoir vu les cas spectaculaires de représentants des colonies ayant survécu à la traversée menant à la représentation nationale, il faut désormais se pencher sur les cas particuliers des députés absents et expliquer leur éventuel remplacement.

Une députation coloniale amputée

Entre le 28 octobre 1792 et le 6 octobre 1793, vingt-neuf députés sont élus (dix-neuf députés et dix suppléants). Seuls dix-sept sont finalement admis à la Convention. Il est symptomatique de noter que, sur les six colonies qui élisent des représentants, quatre sont concernées par l'absence d'au moins un élu⁵⁶. Considérant qu'un seul département français – mis à part le cas exceptionnel de Paris avec ses vingt-quatre députés – peut compter entre

(54) Jean-Louis DONNADIEU, « Un officier français face à la Révolution outre-mer », *Revue historique des armées*, n° 265, 2011, p. 79-80 : « Le territoire d'outre-mer encore sous contrôle de la République est donc pris en tenailles et résiste tant bien que mal. Là où ils sont, les Britanniques maintiennent le système esclavagiste pour relancer la production des denrées tropicales. Des unités de colons ou d'officiers français royalistes leur servent d'appui et Jacques d'Ounous est de ceux-là. » Dans cet article, à travers l'exemple de l'officier Jacques d'Ounous, l'auteur a le mérite de souligner les enjeux qui surgissent dans le parcours d'un émigré outre-Atlantique.

(55) Florence GAUTHIER, « La Contre-Révolution et l'abolition de l'esclavage »... art. cit., p. 81.

(56) Saint-Domingue, la Guadeloupe, la Martinique et l'Île Bourbon. Deux-tiers des possessions sont donc sous-représentées à l'Assemblée.

trois et quatorze députés⁵⁷, l'effectif total de la représentation coloniale (treize) n'est donc pas très élevé au regard de celui qu'affichent en moyenne les députations des autres départements, soit environ dix représentants. À titre de comparaison, on notera que l'ensemble des possessions françaises vaut pour un département. Cette situation n'a pas arrangé les conditions dans lesquelles se sont tenues les élections des conventionnels outre-mer et qui ont de fait réduit le nombre d'élus pour chaque colonie.

En ce qui concerne les députés titulaires – la situation des suppléants faisant l'objet d'un prochain développement – deux raisons bien distinctes sont aux sources de leur absence. On peut distinguer, d'une part, les insulaires décédés avant de pouvoir siéger et, d'autre part, les députés démissionnaires. Dans le premier cas, trois élus sont concernés. Deux d'entre eux, Guillermin et Sabathier Saint-André, sont représentants de la Guadeloupe. Les informations recueillies sur la mort de ces hommes sont très pauvres. Les *Archives parlementaires*, une des rares sources à en faire mention, n'entrent pas dans le détail. Ainsi, Guillermin serait mort « en se rendant en France »⁵⁸. Dans une lettre adressée à la Convention le 13 août 1793⁵⁹, le général Dugommier fait également allusion à la mort du dénommé Guillermin, sans plus de détails. Les résultats sont tout aussi maigres pour son collègue de la Guadeloupe, Sabathier Saint-André. Excepté le procès-verbal de l'élection des députés à la Dominique, aucun document ne fait mention de lui de quelque manière que ce soit. Nous ne pouvons que relever ce que notent les *Archives parlementaires* au sujet de sa mort, à savoir qu'il aurait été tué dans l'île de Sainte-Lucie⁶⁰, territoire patriote, mais où s'organise la contre-Révolution dès l'automne 1792⁶¹. Aucune date n'est communiquée.

Les sources sont en revanche plus prolixes à propos de la disparition du député de la Martinique, le général Dugommier. Le personnage a déjà été le sujet de nombreux travaux. Homme de guerre, il est resté célèbre pour le succès de ses nombreuses opérations militaires sur les fronts métropolitains (à Gilette, à Utelle ou encore à Toulon dans le sud-est de la

(57) AP, Liste par ordre alphabétique de départements de MM. les députés et de MM. les députés-suppléants élus à la Convention nationale (21 septembre 1792-26 octobre 1795), tome LII, p. 33.

(58) AP, Liste par ordre alphabétique de noms des députés et des députés-suppléants élus à la Convention nationale (21 septembre 1791-26 octobre 1795), tome LII, p. 16.

(59) AN, D XXV, 118, Lettre de Dugommier à la Convention nationale, le 13 août 1793.

(60) AP, Liste par ordre alphabétique ... *op. cit.*, p. 29.

(61) Frédéric RÉGENT, « Révoltes, factions, catégories juridiques et sociales en Guadeloupe (1789-1794) », *Cahiers d'Histoire*, n° 94-95, 2005, p. 87-99. Consultable sur l'URL : <http://chrhc.revues.org/1094>

France) durant les premières années de la Révolution⁶². C'est précisément son engagement militaire pour la patrie qui le détourne de ses fonctions de représentant du peuple⁶³. En effet, après avoir été promu général de division et commandant en chef des troupes assiégeant Toulon en novembre 1793, il est nommé au mois de décembre commandant en chef de l'armée des Pyrénées-orientales⁶⁴. Après des victoires successives durant le printemps et l'été 1794⁶⁵, la situation prend une tournure dramatique pour Dugommier. C'est au cours de la bataille de la Montagne Noire qu'il est tué par un éclat d'obus le 28 brumaire an III (18 novembre 1794)⁶⁶. Décédé à cinquante-huit ans, le libérateur du Midi – titre que lui ont valu ses victoires – a été par la suite couvert d'éloges par la Convention.

Finalement, la pauvreté des sources ne permet pas de dresser un bilan exhaustif des expériences précédemment présentées. Tout juste, celles-ci font-elles contraste avec les aventures des représentants de l'Île-de-France et de Saint-Domingue. Elles rappellent une fois de plus la fragilité de cette députation coloniale venue des tropiques et qui, de ce fait, doit sans cesse affronter les obstacles sur le chemin menant à Paris, quitte à ce que certains de ses membres frôlent la mort ou périssent. À l'opposé de ces cas extrêmes, d'autres représentants ont fait le choix de renoncer à la fonction pour laquelle ils ont été élus.

Le premier à faire connaître sa démission est Réchin, député de la province du nord de Saint-Domingue. Pendant que ses compatriotes de la grande île partent de la Nouvelle-Angleterre afin de rejoindre la France, ils informent la Convention que le député est en fait contraint de rester à Saint-Domingue en raison du blocus des Anglais⁶⁷. Le 12 vendémiaire an III (3 octobre 1794), le commissaire civil Sonthonax certifie à l'Assemblée que Réchin « a refusé de se rendre en France pour remplir sa mission et ce à cause du délabrement de sa santé »⁶⁸. Quelques jours plus tard, les élus de Saint-Domingue confirment dans une nouvelle lettre

(62) Albert SOBOUL (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989, p. 375.

(63) AN, D I§1, 39, dossier n° 18, Lettre de Dugommier à la Convention nationale, Quartier général de Port la Montagne, le 15 nivôse an II (4 janvier 1794).

(64) Albert SOBOUL (dir.), *Dictionnaire historique... op. cit.*, p. 375.

(65) *Ibidem*.

(66) AN, D I§1, 39, dossier n° 18, Extrait du procès-verbal de la Convention nationale du 24^e jour de frimaire l'an III^e de la République française (14 décembre 1794) ; Arthur CHUQUET, *Dugommier (1738-1794)*, Paris, A. Fontemoing, 1904, p. 426-427.

(67) AN, D I§1, 39, dossier n° 18, Lettre des députés de Saint-Domingue, Belley, Mills, Dufay, à la Convention nationale, s.d.

(68) *Ibidem*, Lettre de Sonthonax à la Convention nationale, Paris, le 12 vendémiaire an III (3 octobre 1794).

les propos du commissaire civil mais maintiennent la thèse du conflit avec les Anglais au Port-de-Paix⁶⁹. En réalité, il faut avant tout noter que le député est malencontreusement persuadé que son élection à la Convention est illégale⁷⁰. À la suite de cette méprise, la municipalité ne tarde pas à répondre à Réchin, notamment en lui faisant part de son erreur et en le motivant à faire connaître son choix quant à ses fonctions de représentant du peuple. Il saisit alors l'occasion de faire connaître sa démission à la municipalité : « [...] ami né de la Liberté et de l'Egalité ; et je ne crains pas que vous préjugiez défavorablement de moi, en recevant une démission motivée »⁷¹. Après examen de ses propos, il semble que l'état de santé de Réchin – dont l'âge était certainement avancé⁷² – soit la raison principale qui ait motivé sa démission⁷³. Il ne faut pourtant pas exclure le fait qu'il ait été contraint de rester sur place, à Port-de-Paix, à cause des Anglais, dans la mesure où le député lui-même affirme y avoir été retenu par les vœux de sa paroisse⁷⁴.

Anne-Nicolas Lemarchand, le second élu de l'Île de la Réunion (ci-devant Île Bourbon), est lui aussi un député démissionnaire. Mais contrairement à son collègue de Saint-Domingue, le représentant renonce à sa place de conventionnel pour une raison bien plus politique. Grâce à sa correspondance de ce dernier, il est aisé de se rendre compte que Lemarchand s'entretenait beaucoup avec son collègue, Pierre-Charles-Emmanuel Besnard, élu à ses côtés le 6 octobre 1793.

C'est dans une lettre écrite de Baltimore, le 10 prairial an III (29 mai 1795), que Lemarchand annonce sa démission à Besnard :

« Je n'ai point accepté la place et j'ai motivé mon refus sur ce que la colonie n'avait en aucune manière adopté le décret du 16 pluviôse, d'après qu'il semblait impossible et très contradictoire avec ces principes & d'après

(69) *Ibid.*

(70) *Ibid.*, Lettre de Réchin à la municipalité du Port de Paix, le 7 germinal an III (27 mars 1795) : « J'ai été nommé député à la Convention nationale dans une assemblée où pas un des électeurs ne représentait ma paroisse [Port-de-Paix]. »

(71) *Ibid.*

(72) *Ibid.* Nous pouvons citer ces quelques lignes qui laissent supposer que le député ne devait pas être tout jeune : « Citoyens, nourri par mon éducation des Principes républicains, j'ai béni l'Epoque de l'Erection de la France en République. L'on sert partout sa Patrie ; mon âge ne m'a pas permis de mourir pour la mienne, mais je vivrai pour elle et mon dernier soupir sera pour elle. »

(73) *Ibid.*, Lettre de Réchin à la municipalité du Port de Paix, le 7 germinal an III (27 mars 1795) : « Malade depuis près de 14 mois ; et dépérissant chaque jour, je ne puis dans cet état entreprendre le voyage. »

(74) *Ibid.*

les miens d'aller représenter la colonie et surtout ayant porté le serment de la Constitution du 10 août 1793 »⁷⁵.

Lemarchand, un des planteurs les plus riches de La Réunion⁷⁶, mais acquis aux idées nouvelles de la Révolution, affiche ici son soutien explicite au décret du 16 pluviôse an II (4 février 1794) qui abolit l'esclavage dans les colonies. Face au refus de l'assemblée coloniale bourbonnaise d'appliquer ce décret, l' élu fait le choix de rester fidèle à ses principes et préfère ainsi s'éclipser de la colonie. En effet, devenu suspect aux autorités insulaires pour ses courageuses prises de position en faveur de l'émancipation des esclaves⁷⁷, Lemarchand décide de s'exiler aux États-Unis, à Baltimore, d'où il fait connaître sa démission. Quelques mois plus tard, dans une lettre datée du 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795), Besnard s'empresse de faire connaître à la Convention la démission de son compatriote⁷⁸. Il apporte par la même occasion des informations nouvelles sur la situation de Lemarchand outre-Atlantique. C'est sans surprise que l'on apprend que ce dernier, en passant de Baltimore à Philadelphie, s'est lui aussi fait surprendre par les Britanniques⁷⁹. Ainsi, contrairement à son collègue des Antilles, dont le motif de la démission était avant tout le fait de ses problèmes de santé, l' élu des Mascareignes, afin de rester fidèle à ses premiers engagements, décide de renoncer à la représentation d'une colonie désireuse de maintenir l'esclavage sur son sol. Il s'agit là de deux façons bien différentes d'envisager une démission pour des insulaires élus au suffrage universel et conscients de constituer les premières députations coloniales à siéger officiellement dans l'Assemblée française.

En guise de bilan, que les événements relatés plus haut aient conduit soit à la mort des insulaires, soit à leur démission, il faut noter l'importance du contexte de guerre, omniprésent dans la quasi-totalité des situations évoquées. Toutefois, celui-ci ne prend sens que s'il est rattaché aux manœuvres politiques mises en place par les colons émigrés et le lobby esclavagiste qui bénéficient, on l'a dit, de l'aide du gouvernement

(75) *Ibid.*, Lettre de Anne-Nicolas Lemarchand à Pierre-Charles-Emmanuel Besnard, Baltimore, le 10 prairial an III (29 mai 1795).

(76) Claude WANQUET, *Les premiers députés de La Réunion à l'Assemblée nationale, ...op. cit.*, p. 60.

(77) *Ibidem*, p. 196.

(78) AN, D I §1, 39, dossier n° 18, Lettre de Pierre-Charles-Emmanuel Besnard à la Convention nationale, Paris, le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795).

(79) *Ibidem*. On peut notamment retenir le passage suivant : « Nous pourrions prouver ce fait [la démission] avancé par plusieurs lettres de lui à différentes personnes, entre autres pour celle à sa femme qu'il appelle près de lui à Philadelphie, où les circonstances de la guerre l'ont conduit d'après la prise par les Anglais du vaisseau neutre *Le Maryland*, sur lequel il était embarqué. »

britannique. À ce titre, la démission et l'attaque menée contre le représentant abolitionniste de La Réunion, Lemarchand, sont des faits particulièrement évocateurs et comportent des points de convergence avec l'arrestation des élus de Saint-Domingue. Mais là encore, le doute est permis quant à la nature de la prise effectuée par les Anglais : simple prise de guerre ou tentative organisée avec l'aide des colons émigrés et menée en vue de nuire à un opposant du système esclavagiste ?

Dans les cas où les élus ne peuvent se rendre à l'Assemblée, les députés suppléants sont là pour prendre le relais. Les élections des représentants des colonies ont initialement permis de comptabiliser onze suppléants, dont quatre seulement seront amenés à effectuer un remplacement à l'Assemblée, à partir de l'automne 1794.

Le premier député suppléant à faire le voyage pour la Convention nationale est Étienne-Buissière Laforest l'aîné, un des élus de la province du nord de Saint-Domingue. La nouvelle députation de l'île, après avoir annoncé la démission de Réchin, transmet la nouvelle du départ du suppléant à l'Assemblée dans une lettre datée du 18 vendémiaire an III (9 octobre 1794)⁽⁸⁰⁾. À la suite de ce premier courrier des députés de Saint-Domingue, Laforest envoie lui-même une lettre à la Convention, dans le courant du même mois, dans laquelle il annonce son arrivée pour prendre la place du démissionnaire Réchin. Il fait notamment part de son ravissement à l'idée de rejoindre la représentation nationale. Cet état d'esprit confirme parfaitement les propos élogieux de ses collègues à son égard⁽⁸¹⁾. L'insulaire insiste sur le courage dont il a fait preuve afin de se rendre auprès de ses collègues. Il est difficile de dire à quoi renvoient les « périls » auxquels il fait référence dans sa lettre, dans la mesure où tous les témoignages concordent sur le fait qu'il soit le seul à ne pas avoir connu les difficultés rencontrées par ses compatriotes de la perle des Antilles. Son retard n'en est pas moins conséquent puisque le conventionnel ne remplace son collègue que le 5 fructidor an III (22 août 1795)⁽⁸²⁾. Quoiqu'il en soit, ce qu'il faut retenir ici, c'est bien l'enthousiasme et surtout, la prise de conscience de l' élu devant cette nouvelle « mission » qui l'attend.

(80) *Ibid.*, Lettre de Belley, Dufay, Mills, Garnot et Boisson à la Convention nationale, Paris, le 28 vendémiaire an III (9 octobre 1794).

(81) AN, D I §1, 39, n° 19, Lettre d'Étienne-Buissière Laforest l'aîné à la Convention nationale, Paris, le 29 vendémiaire an III (20 octobre 1794).

(82) AP, Liste par ordre alphabétique ... *op. cit.*, p. 29.

Deux mois après la nouvelle de l'arrivée de Laforest, le 24 frimaire an III (14 décembre 1794), la Convention accepte un nouveau suppléant venu des colonies françaises, Michel Fourniols, représentant de la Martinique⁸³. Cette fois, ce sont des déportés et des réfugiés de la Martinique qui cautionnent l'envoi de l'élus à la place de Dugommier⁸⁴. D'après les auteurs de la lettre, le suppléant est un partisan des idées nouvelles⁸⁵ et notamment de l'abolition, ce qui contraste avec ses homologues de la colonie, Dugommier et Littée, tous deux esclavagistes convaincus. Ce n'est donc pas un hasard d'apprendre qu'il est « embarqué par les Anglais et déporté en France »⁸⁶. Sa déclaration d'âge et de mariage de vendémiaire an IV (septembre-octobre 1795) confirme d'ailleurs cet épisode⁸⁷. Enfin, à la manière de Laforest, c'est dans une lettre personnelle adressée à la Convention que Michel Fourniols témoigne de son enthousiasme à l'idée d'aller rejoindre la représentation nationale⁸⁸. Il termine son courrier par une phrase lapidaire qui résume le sens de ses intentions : « Je laisse à mes concitoyens le besoin d'apprécier et de faire connaître ma conduite et ma vie politique dans la Révolution. Le choix qu'ils ont fait de moi, annonce qu'ils m'ont cru digne de leur confiance »⁸⁹.

Le dernier suppléant admis au sein de l'Assemblée a fait l'objet de préoccupations bien différentes des précédents. À la nouvelle de la démission de Lemarchand, la députation de l'Île Bourbon est *de facto* réduite à un seul et unique membre, Pierre-Charles-Emmanuel Besnard⁹⁰. Ce dernier, très soucieux de se retrouver dans une telle situation, s'est beaucoup préoccupé de l'absence de son collègue et de l'acceptation de son remplacement par l'Assemblée. Le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795), à quelques jours de la séparation de l'Assemblée, le représentant

(83) AN, D I§1, 39, n° 19, Extrait du procès-verbal de la Convention nationale du 24 frimaire an III (14 décembre 1794).

(84) *Ibidem*, Lettre des déportés et réfugiés de la Martinique, Dubouchet, Mingot, Audebert, et d'autres, à la Convention nationale, le 7 frimaire an III (27 novembre 1794).

(85) *Ibid.*, : « [...] le dit citoyen Fourniol s'est réfugié dans une des colonies anglaises pour ne pas prendre part à la révolte de Béhague et des grands planteurs qui arborèrent le Pavillon Blanc ; et qu'à la fin de 1793 et en 1794 il a été membre de l'assemblée Représentative de la colonie où il défendu avec zèle et courage les droits sacrés de la liberté et de l'égalité. »

(86) *Ibid.*

(87) AN, C 352, Déclaration d'âge et de mariage de Michel Fourniols à la Convention nationale, s. d.

(88) AN, D I§1, 39, n° 19, Lettre de Michel Fourniols, suppléant de la députation de la Martinique aux représentants du peuple composant le comité des décrets de la Convention nationale, Paris, le 9 frimaire an III (29 novembre 1794).

(89) *Ibidem*.

(90) *Ibid.*, Lettre de Pierre-Charles-Emmanuel Besnard à la Convention nationale, Paris, le 23 vendémiaire an IV (15 septembre 1795).

réunionnais, soutenu par les élus de l'Île-de-France⁹¹, s'empresse de signaler à la Convention que la colonie ne peut être représentée par un seul député⁹². Bien plus qu'une interpellation, les propos de Besnard, Gouly et Serres sont un véritable réquisitoire contre la politique de la Convention à l'égard des colonies de manière générale. Ces demandes s'inscrivent directement dans le cadre de la « réaction thermidorienne », laquelle voit un renversement progressif de la politique menée depuis le 16 pluviôse an II (4 février 1794). Ce changement est, entre autres, la conséquence des manœuvres contre-révolutionnaires et anti-abolitionnistes menées collectivement par le lobby esclavagiste et les représentants de l'Île-de-France, dont Benoît Gouly est devenu le porte-parole⁹³. Ainsi, en plus de faire jouer l'argument de la distance de la colonie orientale avec la métropole, Besnard, Gouly et Serres n'hésitent pas à comparer leur situation à celle de la députation de Saint-Domingue et de leur nombre de suppléants (le choix de la députation n'est pas innocent), avant de faire étalage de tout le patriotisme du premier suppléant désigné pour succéder à Lemarchand⁹⁴. À terme, les réclamations des représentants des colonies orientales auront finalement gain de cause, même si le suppléant de Lemarchand ne sera accepté que très tardivement à la Convention. Le 8 vendémiaire an IV (30 septembre 1795), Besnard demande encore à ses collègues de faire le rapport sur l'admission du citoyen Detcheverry. L'aboutissement d'un peu plus d'un mois de correspondance a enfin lieu le 26 vendémiaire an IV (18 octobre 1795), lorsque l'insulaire est officiellement admis en tant que conventionnel.

Retenons finalement que les diverses formalités qui caractérisent le processus d'acceptation des députés suppléants à l'Assemblée sont le reflet d'une attitude qui n'a rien d'anodin si l'on se réfère à la chronologie et notamment au contexte de la Convention dite « thermidorienne ». En effet, ces formalités ne peuvent que traduire une volonté, de la part des députations

(91) Notons que les députés de La Réunion ont été élus par une assemblée coloniale tout aussi hostile à l'abolition que celle de l'Île-de-France. Cf. Claude WANQUET, *Les premiers députés de la Réunion ... op. cit.*

(92) AN, D I§ 1, 39, n°19, Lettre de la députation des Isles de France et de la Réunion aux membres composants le Comité des Décrets, Paris, le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795).

(93) Florence GAUTHIER, « Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage » ... art. cit., p. 206-207.

(94) AN, D I§1, 39, n° 19, Lettre de la députation des Isles de France et de la Réunion aux membres composant le Comité des Décrets, Paris, le 15 fructidor an III (1^{er} septembre 1795) :

« Vous avez dernièrement proposé l'admission d'un suppléant de Saint-Domingue, députation déjà composée de cinq membres et dont l'éloignement est infiniment moindre. Nous ne parlons point de la moralité du suppléant qui a été admis sur votre proposition, nous ne le connaissons point ; mais nous vous assurons que le citoyen Detcheverry est un homme probe, un bon patriote et qui a joui d'une grande considération à l'isle de la Réunion ou il a attaqué de front le despotisme dans un instant où on ne l'attaquait pas impunément. »

coloniales déjà présentes à Paris, de rassurer le corps politique sur ces collègues venus d'outre-mer, alors même qu'il s'agit d'une époque où les éliminations politiques se font de plus en plus nombreuses et où le climat politique est particulièrement tendu. Une fois de plus, le Parti colonial et ses réseaux liés aux pressions des esclavagistes jouent incontestablement un rôle décisif sur l'avenir des différentes députations coloniales en chemin ou déjà présentes à Paris.

Étape cruciale du parcours des députés des colonies, le voyage vers la métropole donne véritablement le coup d'envoi de leur prise de fonctions en tant que représentant du peuple. En dépit de la diversité des situations rencontrées, les actions des Anglais, comprises dans le contexte global du conflit maritime, présentent des enjeux décisifs dans le devenir de la représentation coloniale lorsqu'elles sont mises en perspective avec les manœuvres des colons émigrés aux États-Unis, en Angleterre et des représentants des colons à Paris.

De plus, il est significatif de voir que la députation des colonies dans son ensemble reste une députation fragile, amputée, et au bout du compte tributaire du contexte révolutionnaire dans les espaces coloniaux. Pour ces insulaires, parmi lesquels se trouvent des hommes qui ne sont jamais venus en métropole ou qui n'ont pas regagné le continent depuis plus d'une décennie, le danger de mort est réel. Et si certains ont estimé avoir fait beaucoup de « sacrifices », d'autres ont tout simplement péri pour leurs engagements. En définitive, il faut comprendre ici que la première députation officielle des colonies n'a tenu qu'à peu de chose, si ce n'est à la bravoure de bon nombre de ses membres.

Matthieu CARLOT
Professeur d'Histoire-Géographie
3 bis, rue de l'abbé Pierre
76 960 Notre-Dame-de-Bondeville
m.carlot974@laposte.net